

Service Santé et Protection Animales, Protection de  
l'Environnement  
57 rue de Mulhouse  
CS 53317  
21035 Dijon

Dijon, le 26/11/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SASU INCINERIS**

ZAC EXCELLENCE 2000  
11 RUE PIERRE HENRI SPAAK  
21800 Chevigny-Saint-Sauveur

Références : DDPP21 2024 01858  
Code AIOT : 0052100788

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/09/2024 dans l'établissement SASU INCINERIS implanté ZAC EXCELLENCE 2000 11 rue Pierre Henri SPAAK 21800 Chevigny-Saint-Sauveur. L'inspection a été annoncée le 03/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SASU INCINERIS
- ZAC EXCELLENCE 2000 11 rue Pierre Henri SPAAK 21800 Chevigny-Saint-Sauveur
- Code AIOT : 0052100788
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Incineris est autorisée par arrêté préfectoral du 21/10/2013 à exploiter un centre d'incinération de cadavres d'animaux de compagnie (rubrique 2740). L'établissement est équipé de 2 fours: un four FT40 et un four CIROLDI. La capacité autorisée est de 1700 kg/j.

Le site est également autorisé pour le dépôt de sous-produits d'origine animale (rubrique 2731) et pour le transit, le regroupement ou le tri de déchets dangereux (rubrique 2718).

### **Thèmes de l'inspection :**

- fluides frigorigènes
- rejets à l'atmosphère
- rejets des eaux superficielles
- risques électrique et incendie
- gestion des déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Conditions de rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 21/10/2013, article 18	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
11	Pollution des eaux superficielles	Arrêté Préfectoral du 21/10/2013, article 19	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 21/10/2013, article 29	Sans objet
2	Aménagement du site	Arrêté Préfectoral du 21/10/2013, article 9	Sans objet
3	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 21/10/2013, article 12	Sans objet
4	Installation classée	Arrêté Préfectoral du 21/10/2013, article 3	Sans objet
5	Installations classées	Arrêté Préfectoral du 21/10/2013, article 3	Sans objet
7	Déchets produits par le site	Arrêté Préfectoral du 21/10/2013, article 21	Sans objet
8	Installation d'incinération	Arrêté Préfectoral du 21/10/2013, article 30	Sans objet
9	Stockage des sous-produits animaux	Arrêté Préfectoral du 21/10/2013, article 30	Sans objet
10	Transite de déchets	Arrêté Préfectoral du 21/10/2013, article 22	Sans objet
12	Installations et équipements électriques	Arrêté Préfectoral du 21/10/2013, article 27	Sans objet
13	Protection contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 21/10/2013, article 28	Sans objet
14	Gaz à effet de serre	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est bien entretenu.

La non-conformité des rejets à l'atmosphère est à corriger. Malgré une intervention sur le four FT40 du 16 au 18 septembre 2024, les rejets restent non-conformes (prélèvements du 02/10/2024).

Les problèmes de respect de températures de la chambre froide ont été résolus depuis l'inspection. Les valeurs sont maintenant conformes.

Les rejets d'eau usées devront faire l'objet d'une nouvelle analyse.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Consignes de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/10/2013, article 29
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les opérations pouvant présenter des risques (manipulations, etc.) doivent faire l'objet de consignes écrites tenues à jour. Ces consignes doivent notamment indiquer: * la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées ; * les interdictions de fumer et d'apporter du feu sous forme quelconque ; * les instructions de maintenance et de nettoyage, dont les permis de feu; * les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie (préciser le matériel d'extinction et de secours disponible dans les locaux); * le plan d'opération interne s'il existe : * la procédure d'alerte et de mise en œuvre des moyens d'intervention internes et externes, avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, du centre anti-poison, etc; * les procédures d'arrêt d'urgence ; * les procédures d'évacuation du personnel ; * l'étiquetage (pictogramme et phase de risque) des produits dangereux stockés .Ces consignes doivent rappeler de manière brève, mais explicite, la nature des produits concernés et les risques associés (incendie, toxicité, pollution des eaux, etc.).Ces consignes sont portées à la connaissance du personnel et affichées à l'intérieur de l'établissement dans des lieux fréquentés par le personnel et aux emplacements judicieux. Un plan schématique, conforme à la norme française S 60-302, comportant l'emplacement des locaux techniques, des stockages dangereux, des dispositifs de coupure des fluides et des commandes d'équipement de sécurité, est apposé dans l'établissement.
<b>Constats :</b>  Ont été présentés plusieurs classeurs comprenant: <ul style="list-style-type: none"><li>• des fiches techniques pour le chargement des fours, le nettoyage désinfection des quais, des camions</li><li>• une procédure succincte pour l'allumage des fours</li><li>• des procédures par type d'activité</li><li>• des actions et procédures pour les opérateurs techniques</li></ul> Une organisation par GMAO est en place pour les opérateurs techniques, spécifiant les opérations de maintenance récurrentes à faire et les interventions à prévoir. Les fours sont à l'arrêt une fois par mois pour les opérations de maintenance.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Aménagement du site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/10/2013, article 9
<b>Thème(s) :</b> Autre, Aménagement du site
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts faisant apparaître les secteurs collectés, les regards et points de branchement et les points de rejet sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

**Constats :**

Le plan des réseaux a été en date du 26/08/2024 a été présenté, et fourni par mail du 13/09/2024 à l'inspection.

Pour les procédures: voir point ci-dessus.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Eaux pluviales**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/10/2013, article 12

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eaux pluviales

**Prescription contrôlée :**

Le réseau de collecte des eaux pluviales est relié à un décanteur-débourbeur, aménagé et raccordé à un bassin de confinement, capable de recueillir le premier flot des eaux pluviales. Ce bassin doit pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction de l'incendie.

**Constats :**

Le réseau pluvial est raccordé à un débourbeur/séparateur d'hydrocarbure avant rejet dans le réseau communal.

Il n'y a pas de bassin. L'installation est située en point bas vis à vis de la voirie et des installations voisines. Tout le site permet la rétention des eaux de rétention, notamment au niveau du quai de déchargement. En cas de sinistre, les pompes de relevage sont stoppées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Installation classée**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/10/2013, article 3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Installation classée

**Prescription contrôlée :**

Rubrique 2740 Incinération des cadavres d'animaux de compagnie - Installation de grande capacité d'une capacité de moins de 10 tonnes par jour. Fonctionnement de deux fours:

\*1 four individuel de 40 kg/h

\*1 four individuel de 80 kg/h,

Capacité journalière : 1700 kg

Capacité annuelle : 442 Tonnes

**Constats :**

La capacité des fours est inchangée. Quantités traitées en 2023

FT40			CIROLDI		
Quantité incinérée kg	Nombre de jours travaillés	Moyenne journalière kg/j	Quantité incinérée kg	Nombre de jours travaillés	Moyenne journalière kg/j
60 504	266	227,45	113 340	257	441

La quantité annuelle traitée en 2023 est de 173 844 kg, soit 173,844 t.

La quantité moyenne journalière est de 668,45 kg.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 5 : Installations classées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/10/2013, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations classées
<b>Prescription contrôlée :</b>  Rubrique 2718 - Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719. La quantité maximale de bains de fixateurs/révélateurs usagés susceptible d'être stockée sur le site est d'environ 2 Tonnes. La quantité maximale de Médicaments non utilisés susceptible d'être stockée sur le site est d'environ 200 kg
<b>Constats :</b>  Les déchets dangereux stockés sur le site sont: les couvertures et doudous des animaux potentiellement contaminés, les restes d'interventions vétérinaires préalables au décès des animaux. Les DASRI sont regroupés sur le site de Faulquemont et évacués pour traitement sur le site d'incinération Valénergie à Ludres. Suivi via Trackdéchets. Il n'y a plus de collecte et entreposage de fixateurs/révélateurs usagés sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 6 : Conditions de rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/10/2013, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions de rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les gaz rejetés dans l'atmosphère ne devront pas contenir, en moyenne horaire sur un cycle complet d'incinération, plus de : * 100 mg/Nm <sup>3</sup> de poussières ; * 100 mg/Nm <sup>3</sup> de monoxyde de carbone ; * 20 mg/Nm <sup>3</sup> de composés organiques (exprimé en carbone organique total) ; * 500 mg/Nm <sup>3</sup> d'oxydes d'azote ; * 100 mg/Nm <sup>3</sup> de chlorure d'hydrogène ; * 300 mg/Nm <sup>3</sup> de dioxyde de soufre ; * 5 mg/Nm <sup>3</sup> pour les métaux lourds (Sb + As + Pb + Co + Cr + Cu + Mn + Ni+V): * 0,1 ng/Nm <sup>3</sup> pour les dioxines et furanes. L'exploitant mesure en continu, le suivi qualitatif du rejet de poussières par opacimétrie ou procédé équivalent. Il réalise tous les 6 mois, la mesure des éléments suivants : * poussières totales ; * composés organiques (exprimé en carbone organique total) ; * monoxyde de carbone. Il réalise tous les 6 mois, pendant un an, à compter de la signature du présent arrêté d'autorisation, la mesure des éléments suivants : 1. les oxydes d'azote, le chlorure d'hydrogène, le dioxyde de soufre; si les résultats sont conformes aux valeurs limites définies précédemment, l'exploitant peut réaliser ces mesures à intervalles ne dépassant pas deux ans ; 2. les métaux lourds, dioxines et furanes ; si les résultats sont conformes aux valeurs limites définies précédemment, l'exploitant peut réaliser ces mesures à intervalles ne dépassant pas trois ans.

**Constats :**

Pour le four Cirolidi:

Les rejets à l'atmosphère de dioxine et furanes sont supérieurs à la valeur limite d'émission (VLE) en décembre 2023 et juin 2024. Les valeurs mesurées sont respectivement de 0,15 et 0,17 ng/Nm<sup>3</sup> alors que la VLE est de 0,1 ng/Nm<sup>3</sup>.

La valeur de rejet des composés organiques volatils totaux était au-delà de la valeur limite en mai 2023, mais est redevenue conforme lors des analyses de décembre 2023 et juin 2024.

Pour le four FT40:

Les rejets à l'atmosphère de dioxine et furane sont supérieurs au VLE en décembre 2023 et juin 2024.

Suite à l'inspection, l'exploitant est intervenu sur le four et a fait de nouvelles analyses. Le prélèvement a été fait le 02/10/2024, la valeur de rejet reste encore supérieure à la VLE. Elle est de 0,18 pour une valeur limite fixée à 0,1 ng/Nm<sup>3</sup>.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 7 : Déchets produits par le site**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/10/2013, article 21

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets produits par le site

**Prescription contrôlée :**

Toutes les dispositions sont prises pour assurer l'évacuation régulière des déchets produits notamment les cendres issues de l'incinération. La teneur maximale en imbrûlés des cendres et mâchefers doit être inférieure à 5 % sur produit sec. La fraction des cendres non rendues à leur propriétaire doit se faire sur le site, dans un récipient bétonné parfaitement étanche. Quand ce conteneur sera rempli, les cendres seront évacuées vers une décharge de classe 2 permettant la réception des déchets industriels banals.

**Constats :**

L'élimination des déchets est enregistrée sur Trackdechets.

Les cendres non restituées sont conservées sur le site, dans une fosse béton dédiée et fermée.

Teneurs en imbrûlés: mesure du 21/05/2021: Four FT40: 0,01 g/100 gMS.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Installation d'incinération**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/10/2013, article 30

**Thème(s) :** Risques accidentels, Installation d'incinération

**Prescription contrôlée :**

Le brûleur de la chambre de postcombustion se met automatiquement en marche dès que la température des gaz issus de la chambre de combustion principale est inférieure à 850°C. Les gaz de combustion sont brûlés à une température minimale de 850°C pendant au moins deux secondes et en présence d'au moins 6 p. 100 d'oxygène. Les températures de la chambre de combustion principale et de la chambre de postcombustion sont mesurées et enregistrées en continu pendant le fonctionnement effectif de l'installation. Toutes mesures doivent être prises afin d'éviter un emballement de l'incinération se traduisant par une augmentation durable de la température de postcombustion au-dessus de 850 °C.

**Constats :**

Examen des relevés de températures des 2 fours et des post-combustion, par sondage aléatoire. La consigne des 850°C est respectée.

Le jour de l'inspection les valeurs relevées sont :

Four Ciroldi : Combustion : 891°C, post-combustion : 925°C

Four FT40 : Combustion : 832°C, post-combustion : 925°C

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Stockage des sous-produits animaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/10/2013, article 30

**Thème(s) :** Risques accidentels, Stockage des sous-produits animaux

**Prescription contrôlée :**

Sans préjudice des dispositions réglementaires sanitaires, les cadavres de moins de 100 kg dès leur arrivée au centre d'incinération sont immédiatement incinérés ou stockés selon les modalités suivantes : la conservation des cadavres ou lots de cadavres de moins de 100 kg en chambre froide négative s'effectue à une température inférieure à -14°C. Sous réserve de capacités de stockage suffisantes, la durée de conservation des cadavres en chambre froide négative est au maximum d'un mois.

Les dispositions précédentes s'appliquent aussi pour les cadavres en transit destinés à être incinérés dans une autre unité d'incinération de la compagnie des vétérinaires.

**Constats :**

Les relevés de températures fournis lors de l'inspection montrent une non-conformité concernant la température de la chambre froide. Entre le 1er et le 12 août 2024, la température varie entre -5,9 et +17°C.

Depuis l'inspection, une intervention a eu lieu sur la chambre froide. Les relevés de température du 12 septembre au 7 octobre montrent des températures inférieures à - 14°C. La prescription est redevenue conforme.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Transite de déchets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/10/2013, article 22

**Thème(s) :** Risques chroniques, Transite de déchets

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés tous les déchets reçus sur le site. Pour chaque chargement, le registre comporte la quantité et la nature des déchets et leur provenance. Le registre des déchets entrants contient les informations suivantes ;

\* la date de réception;

\* le nom et l'adresse du détenteur des déchets ;

\* la nature et la quantité de chaque déchet reçu (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définie à l'article R 541-8 du Code de l'environnement) ;

\* l'identité du transporteur des déchets ;\* le numéro d'immatriculation du véhicule.

**Constats :**

Actuellement, il n'y a plus de collecte et de stockage de déchets (rubrique 2718) sur le site de Chevigny Saint Sauveur.



Concernant les SPAn, un tableau est tenu à jour. Chaque palette de cadavres entrant dans la chambre froide est identifiée et référencée. Les lots destinés à une incinération "plurielle" sont conservés 15 jours sur le site avant d'être transféré vers le site Incineris de Faulquemont.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Le tableau consignant les cadavres entrants sera complété en indiquant les dates entrée/sortie pour connaître la quantité de SPAn présente en temps réel.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 : Pollution des eaux superficielles**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/10/2013, article 19

**Thème(s) :** Risques accidentels, Pollution des eaux superficielles

**Prescription contrôlée :**

Les effluents aqueux sont confiés en vue de leur traitement à la station d'épuration municipale de la commune de Chevigny Saint Sauveur. Les effluents doivent être filtrés et désinfectés avant évacuation. Ce raccordement est autorisé tant que l'infrastructure d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent industriel dans de bonnes conditions et que la charge polluante en DCO (demande chimique en oxygène) apportée par la Compagnie des Vétérinaires reste inférieure à la moitié de la charge en DCO reçue par la station d'épuration urbaine. Les effluents aqueux respectent les valeurs limites de concentrations suivantes avant de quitter l'installation exploitée par la Compagnie des Vétérinaires.

Concentrations maximales (mg/l)

MES: 600

DCO; 2000

DBO5: 800

Azote global: 150

Phosphore total: 50

Les installations d'évacuation sont équipées de dispositifs de prétraitement des effluents destinés à retenir et recueillir les matières solides d'origine animale. Ces dispositifs sont constitués de cribles dont les mailles n'excèdent pas 6 mm, ou de systèmes équivalents assurant que la taille des particules solides présentes dans les effluents qui passent au travers du système n'est pas supérieure à 6 mm. Les refus de dégrillage sont destinés à être incinérés. L'exploitant fait procéder à ses frais, au moins 1 fois par an, par un laboratoire accrédité, au contrôle des effluents rejetés par son établissement. Le prélèvement se fait en continu sur une période de 24 heures en sortie de l'installation. Les résultats sont tenus à disposition de l'inspection et doivent être conservés durant une durée minimale de 5 ans.

**Constats :**

Une analyse des eaux de rejet a été faite sur un prélèvement du 07/12/2023, par la société KALI'EAU.

La valeur du paramètre Azote est non conforme. Il est mesuré à 212 mg/l pour une valeur limite d'émission fixée à 150 mg/l.

Un hydrocurage des canalisations a été fait le 22/02/2024 par la société SARP.

Le système de prétraitement a été vu en place le jour de l'inspection (filtration-désinfection).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Un nouveau prélèvement sur les eaux de rejet sera fait pour analyse dans un délai d'un mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 30 jours

**N° 12 : Installations et équipements électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/10/2013, article 27
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations et équipements électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un contrôle est régulièrement effectué, au minimum une fois par an, par un technicien compétent, appartenant ou non à l'entreprise, qui devra très explicitement mentionner les défauts constatés auxquelles il faudra remédier dans les plus brefs délais. Ces vérifications feront l'objet d'un rapport qui sera tenu en permanence à disposition de l'inspecteur des installations classées.
<b>Constats :</b>  Le contrôle des installations électriques Q18 a été fait le 14/10/2023. La prochaine visite est prévue le 19/09/2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Protection contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/10/2013, article 28
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'établissement dispose de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques présentés et maintenus en bon état. Un contrôle est effectué régulièrement, au minimum une fois l'an, par un technicien compétent appartenant ou non à l'entreprise, qui doit très explicitement mentionner les défauts constatés auxquelles il faut remédier dans les plus brefs délais. Ces vérifications font l'objet d'un rapport qui est tenu en permanence à disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Les extincteurs ont été vérifiés le 19/09/2023 par DESAUTEL.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 14 : Gaz à effet de serre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gaz à effet de serre
<b>Prescription contrôlée :</b>  La périodicité de contrôle des équipements contenant des fluides frigorigènes est fixée dans le tableau joint en annexe du présent rapport.
<b>Constats :</b>  Les groupes froids chargés de gaz frigorigène sont les suivants: 1 climatiseur chargé de 3,3kg de gaz 410A 1 chambre froide à froid négatif chargée de R404a - la quantité n'est pas connue. Les groupes ont été contrôlés le 27/03/2024. Les rapports ne signalent pas de défaut.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite